

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
186, boulevard de la Villette, Paris (19°)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE		ETRANGER	
Un an	22 fr.	Un an	30 fr.
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Trois mois	5 fr.	Trois mois	7 fr.

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## INTÉRÊT PUBLIC ET RÉVOLUTION

La République Argentine est un pays assez éloigné de nous pour que nous n'attachions pas l'importance qu'ils méritent aux événements actuels.

Et pourtant jamais ne s'est avéré plus exact qu'aujourd'hui l'apophtegme : « Ce qui se fait chez ton voisin peut t'être d'une grande expérience ». Car il se passe des choses en Argentine qui sont susceptibles de faire réfléchir nombre d'ouvriers — surtout à cause du caractère international de la crise traversée par le mouvement ouvrier qui trouve, en Argentine, son expression la plus aiguë.

Nous avons tous lu, dans les quotidiens français, le mois dernier, des informations nous apprenant qu'une révolution avait triomphé en ce pays. Le président Irigoyen qui, depuis une dizaine d'années, faisait peser un véritable régime de terreur, qui avait livré son pays aux organismes financiers internationaux, venait d'être renversé sous la poussée populaire. Le mouvement, irrésistible, avait enfin brisé des chaînes qui pesaient sur le peuple argentin.

Un gouvernement provisoire, formé par le général Uruburu, allait rétablir la liberté dans cette nation, et le peuple allait enfin connaître une ère de bien-être qu'il avait revendiquée.

On eut bien quelques défiances en apprenant que c'était un général — c'est-à-dire un assassin professionnel — qui allait donner la liberté au prolétariat argentin. Mais, depuis, une absence quasi complète d'informations nous faisait espérer que, quel que déficient que fut le changement, il y avait une certaine amélioration des conditions populaires.

Eh bien ! Il nous faut déchanter. Le gouvernement Uruburu se montre encore plus féroce, plus réacteur que le gouvernement Irigoyen. C'est le fascisme qui s'installe en maître dans cette contrée — et le peuple se trouve, une fois de plus, Gros-Jean comme devant.

La loi martiale a été proclamée, qui permet toutes les exactions, tous les étouffements, tous les crimes.

C'est ainsi que nos camarades de la *Anarchia*, de Buenos-Aires, publient leur numéro du 10 septembre avec cette manchette : « A notre poste, contre la dictature, malgré la loi martiale. » Mieux, devant la répression, ils sont obligés de faire envoyer la copie et tout ce qui concerne l'administration à Montevideo (Uruguay).

En même temps, cet organe publie la nouvelle suivante :

Rosario, 9 Septembre. — Alors qu'ils étaient en train d'afficher des manifestes en faveur de la grève générale, contre la dictature de l'armée nationale, trois camarades furent surpris par la police qui les consigna immédiatement à la caserne de la troupe régionale. La loi martiale leur fut appliquée de suite (c'est-à-dire qu'on les fusilla séance tenante).

D'autres fusillades eurent lieu à Córdoba.

Cela pourrait, à la rigueur, sembler n'être qu'un épisode comme il s'en produit tant dans les révolutions ou insurrections politiques.

Mais il se produisit un fait plus grave, et c'est là-dessus que nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs.

Alors que les anarchistes argentins protestèrent immédiatement contre la dictature militaire, tandis que la *Protesta*, quotidien anarchiste, consacrait des éditoriaux à combattre les visées d'Uruburu, la Fédération Ouvrière de la République Argentine prit parti pour l'intérêt général.

Les militants de tête de cette organisation soutinrent, sinon ouvertement, du moins officieusement, l'œuvre de « rénovation » entreprise par la clique d'Uruburu.

C'est ainsi que la F. O. R. A. déclara que les anarchistes avaient une attitude contre-révolutionnaire parce qu'ils ne voulaient pas acquiescer aux mesures prises, notamment à la proclamation de la loi martiale.

Et c'est là que nous trouvons le fait qui doit spécialement nous intéresser.

Depuis une quinzaine d'années, dans le mouvement syndical, la théorie de l'intérêt général semble être devenue pour ainsi dire la panacée. La G. G. T.

## Venez tous, ce soir, au meeting pour Berneri et le droit d'asile

Notre vaillant et si éprouvé camarade Berneri est à Paris depuis quelques jours. Il a obtenu, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, un sauf-conduit l'autorisant à rentrer en France afin de pouvoir préparer sa défense en vue de son procès du 15 courant.

Il n'est pas exagéré d'écrire que la décision qui sera prise à l'égard de Berneri après le procès dépendra en grande partie du résultat de ce meeting.

Il est donc indispensable que pas un lecteur de notre *Libertaire* manque le rendez-vous de ce soir. Tous, vous connaissez la pauvre existence que Berneri et sa famille mènent depuis trois années ; nous pouvons, par la puissance de cette réunion, faire reculer la police et permettre à Berneri d'arrêter sa vie de misérable errant ; lequel d'entre vous, amis lecteurs, refusera, dans ces conditions, à sortir de chez lui ce soir ?

Ainsi, c'est entendu, n'est-ce pas, nous serons tous unis, ce soir, vendredi, à 20 heures 30, salle des Sociétés Savantes.

Tous les orateurs — déjà nommés — seront présents à notre meeting. Soyons donc nombreux, très nombreux à les entendre. Démontrons à ces hommes, venus de différents horizons politiques pour nous aider à sauver Berneri, que les anarchistes savent comprendre la solidarité et la mettre en action.

LE COMITE DU DROIT D'ASILE.

française (comme, du reste, les C. G. T. de presque tous les pays européens) a délaissé en 1914 l'attitude de lutte de classes pour celle, plus facile, de la collaboration.

Oh ! certes, on ne renie pas tout à fait le principe de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, on ne nie pas les antagonismes puissants qui mettent aux prises les producteurs de l'actuelle organisation sociale avec les producteurs spoliés. Mais on a découvert qu'il fallait placer l'intérêt général au-dessus d'intérêts particuliers.

L'intérêt de la nation, de la collectivité doit passer avant l'intérêt des individus. Telle est la pétition de principe posée par des organisations dont on ne peut pas nier le caractère ouvrier (mais serait-ce que par leur composition), mais dont on peut dire qu'une longue suite de reniements les a conduits à n'être que des satellites des partis politiques.

Ici gît toute la différence entre les conceptions étatiques et la conception libertaire.

Nous prétendons que toutes les entités collectives (Etat, nation, classe, etc.) n'ont aucune raison d'être en face l'intérêt supérieur du composant des sociétés. Toute agglomération humaine n'a pour but que l'amélioration des conditions sociales, économiques et morales des individus, de chaque individu qui la compose.

L'intérêt public ne peut être formé que de la totalité des intérêts individuels, autrement la formule n'a pas d'autre raison d'être que de servir à duper la grande majorité au profit d'une minorité ambitieuse et dominatrice.

C'est pourquoi nous sommes adversaires en période révolutionnaire ou insurrectionnelle de cet « intérêt général » au nom duquel on peut légitimer toutes les dictatures, tous les assassinats.

La révolution que nous voulons affranchir tous les individus de toutes les chaînes collectivistes. Nous voulons instaurer un milieu social assurant à chacun son plein épanouissement.

Aussi combattons-nous de toutes nos forces tous ces intérêts dits supérieurs qui ne visent qu'à maintenir l'homme dans l'esclavage.

Nos camarades argentins ont raison de lutter contre la dictature actuelle, comme contre toute espèce de dictature, parce que ce n'est pas en forgeant de nouvelles chaînes qu'on apprend à un peuple à se servir de la liberté.

GRUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE DU KREMLIN-BICETRE

## Meeting de protestation

Samedi 11 octobre, à 20 h. 30  
Salle de la Mairie de Kremlin-Bicêtre

POUR PONS ET BLANCO

Orateurs :

JUHEL, C. G. T. S. R.  
LE PEN, Comité de Défense Sociale.  
OKZAPEK, Ligue des Droits de l'Homme.  
JANIER, Union Anarchiste-Communiste.

## PROPOS D'UN PARIA

J'attendais pour parler de l'élection législative du XX<sup>e</sup> arrondissement, que la masse des électeurs prolétaires ait envoyé au parlement l'ouvrier mineur Maurice Thores.

Classe contre classe avait écrit dans l'*Huma*, le révérend Florimond, ex-ratichon, ex-officier, quintessence vivante par conséquent de ce qui se fait de mieux comme révolutionnaire.

Hélas ! l'ouvrier mineur est resté sur le carreau. D'aucuns prétendent qu'il y est bien. Je ne suis pas de cet avis. L'aboutissement logique de la carrière d'un « ouvrier mineur » ainsi désigné aux suffrages des électeurs d'élite parce qu'il a, autrefois descendu dans un puits et qui, ayant troqué cette profession assez fatigante d'ailleurs, pour celle de révolutionnaire professionnel, est bien un siège de député.

Le coup est « loupé ». Il n'y a pas lieu, tout de même, de trop s'en faire. D'autres élections auront lieu prochainement qui permettront aux révolutionnaires en carton-pâte, sinon de triompher, du moins de mener la lutte électorale avec la dernière énergie.

Car la bataille continue. « De l'ardeur, du courage et de l'allant », écrit Florimond, car nous progressons.

Le lieutenant Bonte rêve aux grandes manœuvres. C'est, par dessus tout, un fumiste de dernière zone. Un fumiste qui se révèle au surplus, un expert comptable de qualité. Il connaît l'art et la manière de faire parler les chiffres. Or, tout le monde sait que le fin du fin pour un comptable à la page chargé d'établir le bilan d'une gestion désastreuse, est de présenter des chiffres qui font croire tout le contraire.

Les chiffres, en somme, ne sont rien : c'est la façon de les aligner qui est tout.

Le social-traître est élu, mais le communisme... (alimentaire) triomphe néanmoins. Tout est donc pour le mieux et je ne voudrais, pour rien au monde, trouver prétexte à empêcher la manne moscovitaire de tomber sur les « seuls et uniques » défenseurs du prolétariat.

Il faut bien que tout le monde vive. Et rassurez-vous, ce n'est pas demain que l'« ouvrier mineur » reprendra son pénible métier, pas plus que certain « métallurgiste » (?) promu député ne se soucie de participer effectivement à la construction de mécaniques quelconques.

Aussi, maintenant que la fanfare de service a remis pour une meilleure occasion ses cuivres « prolétaires », nous dirons, une fois de plus ce que nous pensons des élections et des électeurs.

Les élections sont des attrape-nigauds et les électeurs des « ballots ».

Et, s'il y a un enseignement à tirer de la dernière élection du XX<sup>e</sup>, c'est que 5.000 électeurs inscrits sur 27.000, ont négligé de porter dans l'urne un bulletin quelconque.

Ce sont ces cinq mille citoyens conscients que je salue en espérant qu'ils feront des petits et qu'à la prochaine manifestation de ce genre, ils continueront leur partie de belote sans s'inquiéter d'envoyer à la Chambre un fumiste plutôt qu'un autre.

Car, « ouvrier mineur », avocat, boutiquier ou industriel, tous ceux qui briguent les suffrages sont des farceurs qui ne peuvent, en aucune façon, remédier aux maux inhérents à notre société mal faite. — Pierre Mualdès.

## A l'aide !

Nous avons expliqué, dans le dernier « Libertaire », notre situation.

Nous avons dit que, par suite des dettes anciennes, de l'obligation (à cause de la dissolution de la Librairie des Editions Sociales) de changer de local, des frais occasionnés par le déménagement, par l'installation de notre nouveau local, nous avons été obligés d'emprunter 2.500 fr. à des camarades.

Nous sommes contraints de rembourser ces sommes au plus tôt.

Nous espérons que nos amis nous aideront à passer ce moment difficile, que tous, abonnés, lecteurs, sympathisants à notre journal, feront un effort pour nous aider.

L'hiver approche, les conférences, meetings, réunions déjà s'organisent. Il faut que « Le Libertaire » se sente soutenu et que sa caisse ne soit pas dégarnie.

Nous croyons pouvoir compter sur vous tous ; faites donc un effort, un grand effort.

Adresser les fonds à J. Girardin, chèque postal 1191-98, Paris, 186, boulevard de la Villette, Paris (19°).

LE LIBERTAIRE.

## LA TEMPÊTE A FAIT RAGE !

par Georges BASTIEN

La semaine dernière, une tempête s'est déchaînée sur nos régions. Les côtes de Bretagne, tout spécialement, ont été atteintes. Une centaine de bateaux de pêche coulés. Une quarantaine, peut-être davantage, de marins noyés. C'est la désolation dans cette contrée, car après le deuil viendra la misère pour les familles des malheureuses victimes.

Le gouvernement et les souscriptions rembourseront, plus ou moins, le prix des bateaux aux patrons-propriétaires. Les familles prolétaires de la mer ne toucheront rien, ou seulement des secours dérisoires.

Elles n'auront que la satisfaction — amère et ironique — de lire sur les journaux qu'un ministre est venu sur les lieux contempler le désastre, entre deux banquets, et que des parties des discours des grands personnages officiels ont été consacrées à déplorer leur malheur.

Un point c'est tout... en attendant la prochaine catastrophe, où l'on recommencera.

Chaque cataclysme voit se dérouler le défilé des officiels, des discours et des articles. C'est tout ce qu'on fait pour les malheureux. C'est tout ce qu'on fait pour éviter le retour de pareils désastres.

Oh ! Je sais bien. On va me rétorquer que c'est la faute de la fatalité. Les pauvres humains que nous sommes ne peuvent rien contre la Fatalité. Ils n'ont qu'à subir les coups de traitre de la nature, et se résigner.

Les croyants invoqueront et prieront leur dieu. Les laïques parleront de fatalité. C'est aussi bête d'un côté que de l'autre. En invoquant Dieu ou Fatalité les hommes se dispensent d'étudier et d'agir. Il n'y a rien à faire, résignons-nous. Un pleur plus ou moins hypocrite sur les victimes et l'on continue à vivre comme si rien n'avait eu lieu.

Cela ressemble bougrement au : « C'était écrit ! » fataliste des musulmans.

Cela fait d'ailleurs admirablement l'affaire des gens d'église de toutes robes et de toutes sectes, qui savent merveilleusement spéculer sur ces catastrophes et les exploiter dans leur but de domination morale.

De toute époque, deux grands courants se sont disputés la possession de l'intelligence humaine.

Le premier, le religieux, le fataliste, l'abrutisseur, recherche avidement tous les malheurs frappant l'humanité pour la courber, sous le joug. L'épouvante des humains, devant les cataclysmes comme devant la mort, est mise à profit par une propagande visant au fatalisme, à la résignation et, comme conséquence, à la soumission. Si une puissance surnaturelle déchaîne sur nous les éléments, nous n'y pouvons rien, n'est-ce pas, que la supplier, la prier, nous courber devant elle, implorer son pardon, sa clémence, et comme elle est représentée ici-bas par les gens d'église, nous leur devons obéissance pour nous attirer la grâce du tout puissant souverain de la nature. Ce n'est pas plus malin que ça, vous le voyez.

Le second courant est tout autre. C'est celui qui pousse l'homme à ne pas s'incliner, mais à réagir, à étudier les phénomènes naturels, pour s'en préserver d'abord en les connaissant dans leurs origines et développements, afin de prendre toutes mesures de sauvegarde utiles et possibles, pour les dompter ensuite. C'est le courant progressif, scientifique. L'humain n'espère de secours et de protection qu'en lui-même et il agit de toutes ses forces intellectuelles et musculaires pour défendre son existence.

Le premier courant, c'est le passé ignorant et ténébreux, la stagnation, la réaction de fatalisme imbécile et résigné. Le deuxième, c'est aujourd'hui, et encore plus demain, c'est le progrès, la



lutte pour toujours plus de bien-être et de sécurité.

Un exemple nous le fera comprendre plus facilement et mettra cette opposition à la portée de tous les cerveaux.

Depuis que les hommes se livrent à l'élevage des animaux domestiques, pour les utilités que l'on connaît, des maladies, voire des épidémies, ont frappé le bétail. L'animal est, comme l'homme, soumis à des maux qui frappent son organisme corporel.

Jadis, quand le bétail d'un village se trouvait atteint, on priait la divinité, puis on inculpaient un malheureux ou une malheureuse de jeter le mauvais sort de pratiquer la sorcellerie, et c'était, pour le prêtre, l'occasion de se débarrasser d'un mécréant ou d'une mécréante.

L'affaire se terminait assez fréquemment par un procès et un bûcher qui s'allumait, où se tordait dans les flammes le sorcier ou la sorcière. C'était la solution trouvée par l'Eglise. Naturellement, le bétail ne s'en portait pas mieux et continuait à mourir.

Peu à peu, la médecine vétérinaire est apparue. On a étudié les maladies des animaux, les épidémies, et aujourd'hui, lorsque la fièvre aphteuse frappe une région, on prend des mesures de prophylaxie, on n'allume plus de bûchers pour rôti une pauvre diablesse. La méthode scientifique a anéanti l'esprit de féroce passivité religieuse.

Et bien, il doit en être de même pour les catastrophes naturelles que l'on déplore, sans rien faire d'ailleurs pour les atténuer ni les empêcher.

Les inondations du Midi avaient été prévues et prophétisées par certains. On n'a rien fait pour prendre des mesures de préservation, pourtant trouvées et applicables. Les laïcs, fiers de la divinité, Etat ressemblent aux autres, ils attendent tout du souverain pouvoir, et ne voient jamais rien venir.

La météorologie, ou étude des conditions atmosphériques, est une science qui se développe lentement, très lentement, faute de moyens suffisants et de l'outillage nécessaire.

Et pourtant, l'on sait très bien que la pluie, le brouillard, la grêle, le vent, la tempête, ne sont pas des phénomènes extra-naturels. On peut en déterminer plus ou moins exactement les causes et les variations.

On peut affirmer aujourd'hui, après observations à l'appui, qu'une tempête a son origine dans telles ou telles conditions atmosphériques réunies en tel endroit.

Il ne faudrait pas pousser bien longtemps cette étude pour prévoir, presque à coup sûr, la formation d'une tempête, sa force approximative, sa marche.

Il n'y aurait pour cela qu'à augmenter le nombre des observatoires, à les munir de tout ce qui est nécessaire, à multiplier les observations et expériences, à former un réseau suivi d'informations mutuelles, pour qu'en très peu d'années, l'on puisse avoir tous les renseignements utiles de prévision et prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.

Avertis du danger, les marins bretons auraient pu rester au port. Ils seraient encore vivants, et les ministres n'auraient pas eu besoin de placer des discours sur les malheureuses victimes.

Il y a, en France, actuellement, des dizaines de milliers d'officiers ayant fait des études, dont la seule fonction sociale est d'apprendre à des soldats à marcher au pas, à faire l'exercice, à devenir des tueurs passables. Il ne faudrait pas le dixième de ces effectifs pour connaître, en dix années, les secrets et les mystères et sauvegarder la vie des marins, des aviateurs, des récoltes, etc.

Les imbéciles vont rire de cette utopie. Il vaut bien mieux, n'est-ce pas, dépenser des centaines de milliards et faire tuer des millions d'hommes parce que l'archiduc d'Autriche a subi un attentat, ou qu'une équipe de milliardaires veut accaparer le pétrole. Ce n'est pas de l'utopie, cela, c'est de la réalité, et bien triste.

Avons-nous tant progressé depuis le temps où l'on allait voir brûler la vieille sorcière ?

Il vaut mieux être utopiste que fou furieux. C'est grâce aux utopistes que l'humanité progresse et dompte peu à peu le milieu naturel qui l'entoure, car s'il n'y avait que les imbéciles fatalistes et résignés, nous gèlerions encore au fond des cavernes préhistoriques.

GEORGES BASTIEN.

## Changement d'Adresse

« LE LIBERTAIRE »

186, boulevard de la Villette, Paris (10<sup>e</sup>) (à 100 mètres de la Maison des Syndicats de la Grange-aux-Belles)

Métro: Jean-Jaures

Au Bureau du « Libéraire » vous trouverez :

Toutes nos brochures de propagande.

Tous les journaux et revues anarchistes (en toutes langues).

Des chansons et monologues.

Des livres de Doctrines Sociales (Anarchisme, Socialisme, Syndicalisme, Coopération).

Des ouvrages d'indépendance sociale et révolutionnaire.

Des ouvrages sur la question religieuse.

Des ouvrages sur la question sexuelle.

La vente est réservée aux abonnés et lecteurs du « Libéraire ».

Pour la province nous pouvons assurer l'expédition des commandes dans le délai de trois jours.

Adresser tout ce qui concerne « Le Libéraire » à Jean Girardin. Chèque Postal 1191.95, 186, boulevard de la Villette, Paris (10<sup>e</sup>).

## Prendre note :

LA LOTTA ANARCHICA

(Administration) est transférée au « Libéraire », 186, boulevard de la Villette, Paris

## Incidence

A mesure que se développe et se perfectionne l'organisation sociale, mille problèmes surgissent. Ces problèmes mettent en évidence les antagonismes qui se heurtent au sein de la société et qui désarment progressivement l'individu.

La société est-elle faite pour l'individu ou l'individu pour la société ? Elle devrait être faite pour l'individu puisque l'individu est antérieur au groupement humain et qu'il ne l'a créée que pour se défendre des autres espèces et sauvegarder sa vie. Mais, par un phénomène assez compréhensible, et qui s'explique par la crainte de disparaître, la peur de l'inconnu, l'individu a créé de toutes pièces un réseau d'habitudes, de mœurs, une « vie sociale » auquel il s'est soumis volontiers.

Pour se défendre, il a créé l'Etat ; mais l'Etat ne le protège que médiocrement. Les influences individuelles de qualité primant celles de quantité, l'Etat, tout en conservant l'aspect d'un organisme protecteur au bénéfice des groupes placés sous sa tutelle, défend et favorise ses créatures. Plus que jamais, l'individu est isolé, perdu dans le désert humain à la merci de forces qu'il a créées mais qu'il ne domine pas.

Par ces considérations, nous avons voulu donner une explication à une situation grave pour les travailleurs manuels : celle de l'embauchage des ouvriers âgés. Ce fut l'objet d'une enquête (1) menée par l'« Association Patronale Suisse des Constructeurs de Machines et Industriels en Métallurgie » auprès de ses membres, question dont s'occupe l'office fédéral suisse du travail.

Il y a des opinions favorables à l'emploi des ouvriers âgés pour les saisons suivantes :

« Même moins alertes, les ouvriers d'un certain âge sont plus à leur affaire, ont plus d'expérience que les jeunes, se montrent aussi plus reconnaissants de l'emploi qu'ils occupent (2) étant donné les refus qu'ils eurent à subir ailleurs du fait de leur âge, et s'efforcent à tous égards de faire de leur mieux.

En règle générale, les vieux ouvriers sont plus fidèles et plus exacts que les jeunes gens... Nous avons fait l'expérience que ce sont précisément les vieux ouvriers qui exécutent leur travail avec diligence et qui, du point de vue rendement, ne laissent rien à désirer.

Ce n'est qu'une opinion de patrons qui jugent les faits d'une façon moins dure et qui y trouvent leur compte par le dévouement et la reconnaissance qu'ils provoquent chez les ouvriers qu'ils « consentent » à employer.

Bon nombre de patrons — la majorité — formulent des objections contre l'emploi des ouvriers âgés.

« Tout d'abord, on prétend que le personnel qui a dépassé un certain âge s'adapte mal aux conditions nouvelles du travail industriel. On dit aussi que ces ouvriers ne sont plus si habiles et qu'ils ont davantage besoin de main-d'œuvre auxiliaire. L'ouvrier âgé ne serait plus aussi souple d'esprit, il ne s'adapterait qu'avec peine aux conditions nouvelles. Il aurait de la peine à suivre et traiterait de chicanes les améliorations constantes des procédés de travail.

« De plus, l'on se plaint des absences de travail plus ou moins fréquentes qui sont dues à l'âge même de l'ouvrier. Enfin, l'on n'a point grande confiance dans un travailleur qui, à quarante ans, n'a point trouvé un emploi stable (3) et qui est souvent responsable de cette situation.

« On fait aussi remarquer que « les ouvriers âgés en quête de travail ne se prêtent pas à chaque genre de travail. Certains travaux manuels exigent une force corporelle trop grande pour un ouvrier âgé... »

Il y a en outre d'autres raisons qui motivent, selon les patrons, cette sélection dans la recherche de la main-d'œuvre. Les institutions de prévoyance étant assez développées en Suisse, les préfèrent embaucher des hommes jeunes qu'ils pourront exploiter plus longtemps plutôt que des travailleurs ayant passé la quarantaine. Car il importe de ne pas perdre de vue que l'ouvrier est jugé selon ses possibilités de rendement par un patron qui envisage avant tout le profit.

Cette attitude des patrons suisses est celle aussi de nombre de patrons français du bâtiment et de la métallurgie, entre autres. Les travailleurs qui ont 40 ans passés, et qui ne sont pas en place, voient les portes se fermer devant eux. Il n'y a place que pour les jeunes, souples autant qu'ils le sont.

Vieillesse est une tare, de nos jours, être un irrégulier du travail, c'est-à-dire ne pas subir des conditions de vie déshonorantes qui vous obligent à changer de maison souvent, en est une autre.

Ainsi, dans la réalité, et au mépris de toute justice, l'individu est fait pour les forces sociales qui soutiennent l'Etat. Qu'importe l'avenir et les victimes ? Les jeunes voient sans révolte l'élimination des vieux ; ils n'en sentent l'iniquité que lorsque, à leur tour, ils en seront victimes. La vie est ainsi faite et l'enchevêtrement des forces sociales agglutinées apparaît comme une monstrueuse machine qui absorbe les individus en pleine puissance et les rejette comme sous-produits, la quarantaine atteinte, après en avoir extrait toute la richesse.

Pour ce qui est de la prévoyance sociale au profit des vieux, des épuisés, elle est encore à créer. Les assurances sociales seraient intéressantes si le chômage y était compris, la date limite du bénéfice de l'assurance abaissée et le maximum du salaire relevé. Cette loi, bonne dans son principe, est désastreuse dans ses modalités. Aussi les ouvriers ne doivent pas s'arrêter sur des résultats si anodins, car s'ils n'entendent pas le champ de leurs revendications ils seront victimes tout à tour de ce fatalisme qui domine les rapports sociaux. Leur indifférence présente leur prépare des jours sombres et, quand les jeunes d'aujourd'hui seront vieux, il sera trop tard ; car les jeunes — comme ceux d'aujourd'hui — qui ont l'avenir devant eux n'accorderont pas créance aux enseignements révolutionnaires de ceux qui, trop vieux pour se défendre, subissent la dure loi capitaliste, et sont rejetés

(1) Voir la *Journée Industrielle* du 27 sept.

(2) Souligné par nous.

(3) *Idem.*

## DU PROCÈS DE DE ROSA AU PROCÈS DU FASCISME

On se souvient que, le 24 octobre de l'année dernière, le « prince héritier » d'Italie, venu se flâner à la princesse belge Marie-José de Belgique, faillit être « victime » d'un attentat.

P. De Rosa, jeune étudiant antifasciste, on était l'agresseur ; il se réclamait de la 1<sup>re</sup> Internationale.

Dès le début de son interrogatoire, De Rosa revendiqua entièrement la responsabilité de son acte.

« Il a été posé, a-t-il dit, pour la défense des libertés élémentaires auxquelles tout peuple a droit. »

A cette époque, ce fut, dans la presse belge et étrangère, particulièrement dans la presse italienne, un beau concert d'imprecations et de vilénies.

Geste stupide, écrivait-on au sujet de l'attentat, et nos braves larbins de journaliers y allèrent de leur « pont » nautabonde ; les réservoirs du budget de la presse furent largement ouverts à certaines ambassades ; chacun y voulut avoir sa part et tous se montrèrent vils et bas, rampant, consacrant le pire des régimes, le fascisme, dans l'espoir d'être invité à passer par la caisse.

L'opinion belge était outrée, s'élevaient-ils à chanter dans leurs journaux, et l'opinion italienne, ajoutèrent-ils, demandait un châtiment exemplaire du coupable.

En attendant, sous l'impulsion de la sûreté générale et des mouchards fascistes, la presse bourgeoise hurla contre les travailleurs antifascistes étrangers et belges. Ces effets ne devaient pas tarder à se faire jour car, dès le lendemain, l'ordre d'arrêter une trentaine d'Italiens antimussoliniens fut donné. Ce fut une rafle monstrueuse, d'inouïes représailles eurent lieu ; elles dénotèrent la triste mentalité des gens de justice qui, se sentant débordés par la meute aboyante, essaient de satisfaire l'opinion publique.

Perquisitions, arrestations, rien ne manqua pour corser la comédie policière ; moi-même je fus vaguement impliqué de complicité morale. Pas longtemps, car l'absurdité d'une telle accusation était trop puérile.

Mais il n'y eut pas seulement que la presse bourgeoise qui prit une attitude scandaleuse : c'était son rôle à elle. Ce ne l'était certainement pas de la part du *Peuple*, l'organe quotidien de la démocratie socialiste en Belgique, qui n'eût même pas en ce moment le courage d'affronter l'opinion publique pour défendre un des leurs, dont le geste symbolisait la souffrance exaspérée de tout un peuple opprimé par un régime ignominieux.

Un geste stupide, lisaient-on également dans ce journal, auquel vient d'échapper fort heureusement le prince Umberto. Ecrit en ce moment, c'était montrer bien peu de courage, d'autant plus qu'on imprimait en manchette du journal « ... rappelez-vous que le socialisme, ennemi de toutes les tyrannies, condamne les attentats individuels » ; et n'allait-on pas jusqu'à un certain point suspecter De Rosa de policier, d'agent provocateur, en établissant un certain parallélisme avec Giacomo Garibaldi ? Ces phrases suivantes sont significatives :

« L'attentat est encore plus stupide que tous ceux que l'histoire a enregistrés jusqu'à présent. Car si le mobile qui a fait agir De Rosa est la haine du fascisme, on peut se demander comment l'auteur de l'attentat peut rendre compte des actes de Mussolini, un jeune homme sans responsabilité, à l'occasion de ses fiançailles. »

Comme trouvaient, ce n'est pas mal, monsieur le rédacteur, car le prince n'est pas qu'un jeune homme, qu'un fiancé ; en d'autres occasions, il nous montra le contraire et, comme héritier du trône, il est tributaire de Mussolini : c'est pourquoi il couvre les atrocités et les crimes qui, chaque jour, se commettent en Italie.

Mais, fallait-il, sinon aboyer avec la meute, tout au moins suivre ses instincts et ne pas trop s'écarter du bon chemin, rester honnêtement dans la bonne route ; en pareil cas cela s'appelle de la lâcheté, voire même de la trahison.

De Rosa avait besoin de votre solidarité, de votre appui moral ; vous lui avez refusé au nom des principes mêmes pour lesquels, lui, offrait sa vie en holocauste ; vous lui avez refusé au nom des principes mêmes pour lesquels il avait souffert et que demain il souffrirait.

Quant à l'autre presse, telle une prostituée et fille à tout faire, elle a fait entendre ses roquets mesquins. Avant de tant faire couler d'encre, elle aurait bien fait d'éclairer sa lanterne et celle de ses lecteurs ; elle aurait pu se rendre compte que si elle s'efforçait, sans rien y comprendre, de rendre odieux le geste du jeune De Rosa, elle engendrait et justifiait, par son silence volontaire, les actes et les paroles du César de Carnaroli, c'est Mussolini, celui qui déclara un jour : « Pour les socialistes, un attentat est un fait de chronique ou d'histoire selon le cas. Les socialistes ne peuvent s'associer aux deuil, aux prières et aux réjouissances monarchiques. »

C'est lui encore qui écrivit, le 9 juillet 1903, dans la *Lotta di classe* :

« J'admets sans discussion que les bombes ne peuvent constituer, en temps normal, un moyen d'action socialiste. Mais lorsqu'un gouvernement républicain ou monarchique vous bâillonne et vous jette en dehors de l'humanité (comme le fait précisément le gouvernement fasciste aujourd'hui), oh ! alors, il ne faut pas maudire la violence qui répond à la violence, même si elle fait quelques victimes innocentes. »

Cette même presse, qui vitupérait au lendemain de l'attentat de De Rosa, écrivait, lorsqu'on assassina le général Obregon, au Mexique :

« Le moyen le plus simple de hâter la

dans la misère du jour où il n'y a aucun profit à en tirer.

Le moyen de remédier à cet état de choses demeure toujours le même : l'union des travailleurs pour secourir toutes les tutelles. Tant qu'ils n'en saisisent ni le sens, ni la portée pour obtenir leur droit de vivre, le chômage et son cortège de misères seront, jusqu'à leur mort, la situation permanente des vieux travailleurs.

BERNARD ANDRE.

fin de la boucherie mexicaine était d'en abattre le chef. Torral a eu le courage de le faire et il a exécuté Obregon. Il a bien fait. Il a fait son devoir. Il mérite les applaudissements du monde civilisé.

« Ces bandits n'ont pas le droit de la vie ; en les tuant, vous faites œuvre de charité et d'innocents qui, demain, succomberont sous leurs coups. »

« Tuez bien. Ne les ratez pas. A chaque nouveau Torral, nous nous écrirons de tout cœur : bravo ! »

C'est un certain Léon Degrelle, rédacteur au *XX<sup>e</sup> Siècle* et de l'*Avant-Garde*, journaux catholiques belges, qui fait l'apologie de l'attentat individuel. Alors quoi, deux poids, deux mesures ?..

De Rosa n'était pas anarchiste, mais dès la première heure, nous nous sentions tous ici, à Bruxelles, solidaires de son geste. Dès les premiers jours, nous lui envoyâmes notre avocat, mais De Rosa préféra se laisser défendre par ses amis politiques. Nous ne lui en faisons aucun grief, c'était son droit. D'ailleurs, De Rosa pour expliquer son acte et le justifier, invoquait surtout le fait de la violation de la Constitution, d'un contrat légal.

Un an nous sépare de ces événements que j'ai tenu à rappeler ; ces jours derniers se déroulaient, en Cour d'assises du Brabant, le procès de P. De Rosa. L'inculpé n'a pas changé d'attitude, il est resté fier jusqu'au bout et en se présentant devant ceux qui allaient s'octroyer le droit de juger, alors qu'ils ignorent tout de la vie sociale et politique.

Dès le début de son interrogatoire, De Rosa répondit : « Je suis ici pour la liberté de mon pays ! » et l'on découvrit de suite toute l'ardeur frémissante, toute la noblesse de sentiments, toute la générosité qu'il y a en ce jeune homme. Il est sympathique.

Mais on se rend compte de suite de l'abîme qui sépare De Rosa de nos conceptions anarchiques lorsque, dans l'émouvante confession qu'il fit en Cour d'assises, il s'écria : « Je suis patriote, mais je suis ici pour la liberté de mon pays. Sans la liberté, il n'y a plus de patrie. C'était un devoir moral et patriotique de devenir antifasciste » ; et lorsque le président l'interrompt pour lui dire qu'en supprimant le prince il ne supprimerait pas le fascisme, De Rosa répondit : « Je me permets de ne pas être de votre avis. La monarchie, c'est le fascisme. Le roi était gardien de la Constitution et il a trahi son serment. La monarchie en est responsable. Si la monarchie et Mussolini disparaissaient, il y aurait quelque chose de changé en Italie. »

L'atmosphère du procès fut, toutefois, assez quelconque, de public cependant nombreux resta presque indifférent et suivit les débats mollement. On sent très bien, il faut le constater malheureusement, que tout ceci n'offre qu'un intérêt secondaire aux yeux de la population belge. Le « Peuple » lui-même en avait bien peu parlé dans ses colonnes et le vendredi 26, lendemain du procès, à côté du compte rendu de la séance première, l'on trouvait un article : « L'Apologie des criminels », qui en dit long de la piètre mentalité de ceux qui se donnent mission de conduire le prolétariat sur le chemin de la révolution. Qu'on en juge : « Or, nous n'avons jamais cessé de désavouer avec netteté et énergie, les attentats individuels et ce que les anarchistes appelaient jadis la propagande par le fait. »

A part la confession de De Rosa, la première journée du procès fut morne et triste. La seconde fut celle du procès du fascisme que des personnalités éminentes belges et italiennes vinrent faire à la barre ; ce fut le vrai procès, celui qu'il fallait faire et que, malgré tout, l'on ne fit pas assez. Celui qui expliquait l'acte de De Rosa, celui qui justifiait son action.

Dès le matin, on vit défiler M. Nitti qui blâma l'acte du jeune socialiste, mais il se l'expliqua, car « il faut tenir compte de la situation d'esprit de la jeunesse italienne. Elle est poussée à la violence. » Ce fut l'émouvante déposition de Mme Carlo Rosselli qui assista aux massacres de Florence en octobre 1923 et qui parla en des termes poignants de la souffrance des déportés aux îles de Lipari. Elle narra les représailles qu'elle eut à subir après l'évasion de son mari et ce n'est que parce qu'elle était née anglaise qu'elle obtint son passeport pour se rendre à l'étranger. Turati, le chef du parti socialiste italien, l'archiviste, un journaliste conservateur, déposèrent ensuite en faveur de De Rosa, et Ferrari, avocat à la Cour de cassation en Italie, vint lui également affirmer que le roi n'est plus que le chancelier de la dictature. Salvemini, professeur d'histoire moderne, parla des massacres de Turin et dit pourquoi il quitta l'Italie. « Antifasciste, je ne pouvais donner mon cours sans parler du fascisme. Il y eut Rosetti, un « héros » de la guerre, paraît-il ; il y eut Pistochi, un confident de De Rosa, et puis encore l'avocat F. Passelecq, qui déclara que le fascisme a supprimé toute liberté : « La liberté de pensée n'existe plus. On vit en Italie sous un régime d'étouffement intellectuel... Comme catholique, je considère qu'il y a là une antinomie latente qui éclatera quelque jour et s'est déjà manifestée dans certaines circonstances. » Quant à L. De Brouckère, il ajouta que le fascisme crée des dangers de guerre. L'audience de l'après-midi donna libre cours au procureur général qui s'efforça d'établir la culpabilité certaine de De Rosa, parla de la naissance et de son activité politique et, pour détruire l'impression nette et précise que la défense s'était efforcée de créer, déclara que le procès de De Rosa ne devait pas être le procès du fascisme.

L'on ne devait pas s'attendre de la part d'un procureur général à une élémentaire honnêteté, mais quand même peut-on s'abaisser au point, comme le faisait ressortir M. De Bock, au début de sa plaidoirie, de faire l'apologie d'un régime qu'au fond de soi-même on réprouve certainement. Si le procureur ne nia pas que le fascisme ait entraîné certaines violences, il parla en ces termes : « Le roi d'Italie avait alors à choisir entre l'anarchie et la dictature. Il a choisi la seconde. On vous a représenté le régime fasciste comme un régime de bandits. Pourtant le Roi a signé avec Mussolini le traité de Latran. » Ceci ne

justifie pas les crimes du fascisme et le parjure d'un roi. Personne n'ignore que, lorsqu'il est question d'oppression, les grands bandits s'entendent toujours entre eux. Pie XI, à l'époque de la signature du Concordat, expliqua cette collaboration par ces paroles :

« Lorsqu'il s'agit de sauver des âmes, je traiterais avec le diable. » Il fallait défendre l'ordre public, il fallait satisfaire la cour royale et imposer le respect des lois : il fallait en finir...

M. De Bock fut le premier avocat de la défense. Il s'efforça de montrer la corrélation existante entre le fascisme et l'attentat de De Rosa, puis plaida les circonstances atténuantes, à savoir que De Rosa n'a pas visé le prince, que son revolver ne fonctionnait pas, qu'il n'a pas voulu tuer, mais s'il conclut en disant que De Rosa avait fait tout ce qu'il faut faire pour manquer son attentat, n'aurait-il pas dû, pour son « client », s'abstenir d'ajouter que si De Rosa s'est déclaré coupable, c'était « pour ne pas paraître lâche aux yeux de ses amis ». Cette clef de l'énigme, M. De Bock peut-être fallait-il, à mon avis, ne point l'invoquer. M. P.-H. Spaak tenta d'expliquer le geste de De Rosa par les mobiles qui l'ont guidé ; il fit une longue plaidoirie dans laquelle exposa ce qu'est le fascisme. Mais, lui aussi, nous montra De Rosa comme un malheureux enfant. Quant à M. Soudan, il répondit aux répliques de l'accusation et « livra » au jury son « jeune ami », non sans avoir réfuté d'une façon précise et énergique les bases de l'accusation.

Quatre questions furent posées au jury, quatre questions qui soutenaient l'acte d'accusation. Après vingt minutes de délibération, le jury apporta une réponse affirmative sur toutes.

Un dernier appel à la clémence fut fait par M. P.-H. Spaak en vue d'appliquer le minimum de peine. De Rosa n'ajouta rien à sa défense et la cour, après s'être retirée, revient avec un arrêt de cinq ans de réclusion, les circonstances atténuantes ayant été prises en considération.

L'affaire De Rosa est terminée momentanément, mais l'on n'a pas fini avec le fascisme. Le procès n'est qu'un réquisitoire de plus contre l'ignominieux régime mussolinien. Mais si De Rosa n'a pas été acquitté, Mussolini et sa clique ont été condamnés. Ce fut un procès fait au fascisme. Il était nécessaire ici en Belgique ; il aurait pu se dérouler d'une façon plus précise, plus virulente. Mais n'exigeons pas trop... Nous sommes en Belgique, pays hospitalier, n'a-t-on cessé de dire. Réputation surfaite et mensongère, ce pays soi-disant de liberté, où la démocratie règne, paraît-il.

Un fait est acquis : le fascisme a été condamné, mais De Rosa devait être acquitté. Sa condamnation est une ébréchure gouvernementale inhumaine et ignoble. De Rosa doit être libre d'ici peu. Nous devons tous y travailler pour que cela soit.

HEM DAY.

## DU BAGNE DE SOUZDAL

Quelques brèves nouvelles viennent de nous parvenir au sujet de Francesco Ghezzi. Les parois humides de la cellule, l'alimentation pitoyable persévèrent dans leur œuvre : notre ami, depuis quelques jours, vient d'être transféré à l'infirmerie de la prison ; on se rappelle, d'après les écrits de ceux qui y ont passé, combien le géolier-médecin de ce bague est terrorisé par le commandant ; ne sont admis à l'hôpital que les détenus se trouvant dans un état tout à fait grave ; les chaouchs communistes doivent être fiers de leur besogne : le corps de Francesco Ghezzi n'est sans doute plus qu'une ruine.

S'il avait été monarchiste, un garde-concussion, dans quelques mois, il aurait été libéré comme ayant accompli la moitié de sa première peine de prison ; mais Francesco Ghezzi est un ouvrier, un anarchiste, un antifasciste ; il faut bien imiter le gouvernement fort de Mussolini qui se porte garant des commandes de l'Etat russe : Staline veut que Ghezzi reste en prison jusqu'à son dernier soupir.

Il y a quelques mois, Maxime Gorki, la gloire de la littérature russe, sentit la nécessité, malgré toute l'admiration qu'il a pour les gouvernements russes, de leur adresser une question discrète au sujet de Ghezzi ; les chefs du parti stalinien lui jetèrent une réponse le mettant dans une position ridicule, le considérant comme assez naïf pour croire que l'instruction contre notre ami continuait, tandis que, dans le monde entier, les journaux communistes avaient depuis longtemps cherché à expliquer sa condamnation.

C'était d'ailleurs le développement logique de l'attitude de méprisant silence que les ambassades russes observent envers les signataires de l'appel en faveur de Ghezzi, qui ont nom Romain Rolland, Félicien Chalaye, Luc Durtain, Georges Duhamel, Léon Werth, Mme Duchêne et tant d'autres penseurs sympathisant profondément avec le gouvernement russe, mais dont la conscience ne pouvait se taire en face de l'ignominieux traitement infligé à Ghezzi.

Si silence ne sera rompu que si la classe ouvrière le veut.

Que les organisations d'avant-garde, dans leurs réunions, leurs journaux publient le problème :

Le gouvernement russe osera-t-il refuser la libération à Francesco Ghezzi ayant accompli déjà la moitié de sa première peine de prison et maintenant étendu sur son grabat de l'infirmerie du bague, quand tous les jours les ministres de Russie accordent cette réduction de peine à des concussionnaires communistes du genre le Krasnouchkev, fonctionnaire important du Conseil supérieur de l'Economie ? Proletaires, c'est de vous qu'il dépend que le fils de votre classe, Francesco Ghezzi, puisse revoir, ne serait-ce que pour ses derniers jours, la liberté !

Pour le Comité pour la libération de Ghezzi :

N. LAZAREVITCH.

Adresses : Ernest Taurel, boîte postale 186, boulevard de la Villette, Bruxelles.



# DANS L'ITALIE FASCISTE

## Un crime d'Etat : le Décret du 8 Août

Des Italiens qui avaient franchi la frontière française sans passeport ont été refoulés vers la frontière italienne.

Une protestation de la « Ligue des Droits de l'Homme » rappela au gouvernement français ce qu'il (disait la protestation) ne pouvait pas ignorer, c'est-à-dire que les Italiens émigrant sans passeport n'ont pas la moindre intention d'offenser la loi française; que leur manque de papiers est le fait du gouvernement fasciste qui refuse le passeport à tout Italien soupçonné de n'être pas partisan enthousiaste du régime, même s'il veut se réunir à sa famille demeurant en France; que l'émigration clandestine est considérée et punie par la loi fasciste comme un crime très grave, et que le refoulement qu'on avait ordonné, contraire à tous les précédents de l'hospitalité française et du droit d'asile, équivalait à une extradition vraie et propre, sans même les formes et les garanties — si faibles soient-elles — que la loi française exige lorsqu'il s'agit de supposés criminels de droit commun.

Ces démarches ont eu leur effet prompt et complet. Mais des Italiens ont été livrés à la vengeance fasciste.

Le gouvernement français a rendu encore un nouveau et sale service à Mussolini. Le fait constitue une énormité ou de bêtise inconsciente ou de sauvage cruauté.

## Le Procès de Trieste

Le 5 septembre, le tribunal de guerre des chemises noires prononçait, à Trieste, la sentence — lynchage contre les jeunes Slovènes accusés de félonie contre la nation italienne — c'est-à-dire contre le régime qui l'opprime et la déshonore — pour crime de propagande séparatiste, et pour s'être concertés en vue d'attentats visant à séparer la Vénétie Julienne de l'Italie italienne, — dont le plus important a été la bombe éclatée près du journal « Le Popolo di Trieste » qui a causé un mort et trois blessés. L'acte d'accusation signalait une vague complicité de certains consuls étrangers en Italie (lisez Yougoslaves).

Le tribunal spécial n'est qu'un exécutif d'ordres et un instrument de vengeance. Nulle garantie n'assiste les accusés. Les défenseurs sont choisis parmi les fascistes et imposés par le tribunal, dont ils doivent être les complices. Le président peut même empêcher les défenseurs de voir, avant l'audience, certains actes de l'instruction.

La sentence était connue d'avance. Lorsque le tribunal spécial quitta Rome et se rend solennellement sur les lieux du crime, c'est le peloton d'exécution qui s'annonçait. On doutait seulement si les condamnés, à mort, seraient quatre ou cinq. Lorsque, en avril, les accusés ont été déferés au tribunal de faction, la presse fasciste avait déjà annoncé l'issue du procès, « Rome Fasciste », entre autres, écrivait :

« Les détenus ont avoué. Il n'y a pas de temps à perdre. Aucun besoin d'un long procès : il suffit de renouer les fils de la honteuse machination, d'amener ces bandits à la frontière, de les lier aux papiers qui marquent les confins sacrés, d'où nous pourrions avancer, jamais reculer, de les fusiller dans le dos comme on fusille les traîtres; et de les laisser sur place afin que leurs maîtres étrangers sachent et comprennent que ceux qui touchent à l'Italie fasciste paient avec la vie. »

Avant le procès, tous les journaux ont dû publier l'acte d'accusation avec des commentaires obligés, qui annonçaient une vengeance « absolue et extrêmement sévère ». La même presse soulignait que tous les composants du tribunal, dont on

publiait les noms et la qualité, étaient des officiers de la Milice, portant comme toge la chemise noire.

Il s'agit donc, non pas d'un procès, mais d'une faction de guerre; d'un aspect particulier de la guerre civile unilatérale qu'on combat en Italie depuis huit ans, compliquée et aggravée par la lutte de deux nationalismes.

Ce qui étonne le plus en lisant l'acte d'accusation et les comptes rendus des audiences — tous tirés d'après le même cliché — c'est que la preuve des crimes se base presque uniquement sur les aveux — dont on proclame la « spontanéité » avec vraiment trop d'ostentation — et sur les déclarations des accusés. On dirait qu'ils étaient pris d'une fureur folle de se dénoncer et à dénoncer gratuitement leurs complices. Le Tribunal tenait donc ce qu'on est convenu d'appeler « la reine des preuves » : la confession des inculpés. Malheureusement c'est une reine dont la couronne est sensiblement ébréchée, étant connus les systèmes de torture scientifique, les tourments affreux, auxquels, dans les prisons fascistes, on soumet les détenus politiques, en vue de leur arracher de faux aveux et de fausses déclarations, qu'ils ne sauraient démentir à l'audience, puisqu'ils constituent le seul espoir qui leur reste d'échapper à la peine suprême. L'on sait que trois de ces accusés sont morts en prison dans des conditions mystérieuses.

La défense a été — comme toujours — une comédie. Les avocats (ce nom est bien impropre) n'ont fait que se prosterner devant la justice de ce Tribunal immonde et stigmatiser l'œuvre de leurs clients victimes. Qu'on en juge par cette lettre, que nous empruntons au *Peuple*, de Bruxelles (14 septembre), venant d'un avocat belge qui a réussi à se faufiler parmi les présents à une des audiences auxquelles — bien entendu — tous les correspondants des journaux étrangers se sont bien gardés d'assister :

« Ce qui frappe de surprise et d'humiliation, écrit-il, tous mes confrères italiens avec qui j'ai parlé du procès, n'a pas été tant la façon dont le Tribunal spécial fasciste a agi. On le savait d'avance. C'est qu'un des avocats défenseurs — choisi, il est vrai, par le Tribunal — non seulement n'a pas même fait semblant de remplir sa tâche, mais il a invoqué lui-même le châtiment suprême.

« Voici ses paroles textuelles, que j'ai entendues, et qui, d'ailleurs, ont été reproduites par des journaux fascistes, quoique par prudence les journaux italiens qui se vendent à l'étranger, aient tâché de les cacher :

« Milos et Bidovec, ainsi parla l'avocat, ont une position terrible. Ils étaient membres de l'association, et, comme tels, ils déploieraient une activité délictueuse. Particulièrement grave est ce qu'ils firent au Popolo di Trieste, qui eut de si cruelles conséquences. Pour cela, il faut bien qu'ils soient condamnés à la peine suprême, la peine que je n'ai pas le courage de nommer. »

« On m'a assuré (ajouta — dit le *Peuple* — notre compatriote) que cet extraordinaire avocat, un certain M<sup>r</sup> Zennaro, s'est excusé, après, en alléguant : « Erano gli ordini » (C'étaient les ordres).

Pour ce genre de « défense », les avocats avaient pris soin de se faire payer très généreusement d'avance par les familles de leurs clients. Nous empruntons au *Petit Parisien* du 12 septembre que le père de ce même Zvonimir Milos, se rendant, après le procès, à Zagreb, avec sa famille, qui était l'objet, de la part des voyageurs, au cours du trajet, de marques de respectueuse sympathie, « a déclaré qu'il avait abandonné à Trieste tout ce qu'il possédait : il avait d'ailleurs dû ver-

ser à l'avocat de son fils 30.000 livres d'honoraires pour une plaidoirie qui ne dura que quelques minutes et qui fut une pure comédie ».

Le Tribunal a donc condamné à mort Zvonimir Milos (24 ans), Ferdinand Bidovec (22 ans), François Marussich (24 ans) et Louis Valencic (36 ans); Spanger, à 30 ans de réclusion; les autres à la réclusion de 25 à 2 ans.

La sentence a été exécutée à l'aube du matin suivant. Les condamnés avaient signé leur recours en grâce au roi. Le Tribunal a empêché qu'on le lui envoyât. Même le droit de faire grâce et de commuer les peines, même le droit de grâce est supprimé pour les accusés politiques, ceux qui ont toujours été entourés de plus de sympathies humaines et que l'histoire a tant de fois réhabilités et même exaltés.

Pour assassiner les quatre irrédentistes on a mobilisé tout un bataillon.

« A 5 heures du matin — raconte la *Stijana*, agence officielle — le 58<sup>e</sup> bataillon des chemises noires au complet, parfaitement encadré, aux ordres du consul Diamanti, était sur le lieu de l'exécution. Il ordonna aux 600 chemises noires du bataillon de s'aligner en carré, ouvert du côté où l'on avait placé quatre chaises pour les condamnés. Le peloton d'exécution était formé de 56 chemises noires... A 5 heures 43, on déchargea les fusils : les quatre condamnés tombèrent foudroyés. Le bataillon avait eu un maintien superbe de fermeté et d'impassibilité. »

L'un de ces condamnés a déclaré que — s'il avait prévu un tel dénouement — il aurait osé bien d'autres exploits, et il ne regretta que cela. Un autre, Bidovec, au moment de la fusillade, s'est écrié : « Vive la Yougoslavie ! »

Les familles des exécutés en reçurent l'avis deux heures après l'exécution. On ne leur a pas dit où les corps étaient inhumés. On les empêcha d'aller se recueillir sur la tombe de leurs enfants. Le père de Valencic se suicida et la mère de Bidovec en est devenue folle.

Pendant le procès et les jours suivants, Trieste était comme en état de siège. La ville semblait morte. Les bandes fascistes parcouraient la ville et les alentours, arrêtaient, perquisitionnaient, bâtonnaient souvent les passants. Des bagarres s'ensuivaient; on parle de morts et de blessés; mais la terreur rend très difficile d'avoir des renseignements certains. Deux avocats slaves, craignant d'être arrêtés, s'enfuirent en Yougoslavie.

Les patrouilles à la frontière ont été triplées. De grandes masses de la Milice et des carabinieri ont été dissimulées dans les régions habitées par la minorité slave, et tout le long de la frontière on a renforcé l'armée italienne d'un contingent de plusieurs dizaines de milliers de soldats, ce qui a provoqué une énorme émotion parmi la population frontalière. Le 5 septembre, à Saint-Pierre-du-Carso, petit village situé près de la frontière, la mairie a été prise d'assaut. Il y a eu des morts et des blessés. Un train chargé de miliciens est parti de Trieste. Plusieurs maisons de Slovènes ont été incendiées. La nuit du 6, un attentat a été commis contre le Faisceau de Biserza, un bourg du Mont Névozo. Il y a eu des blessés et quelques morts. Des camions de fascistes sont partis de Trieste et de Fiume.

Quelques jours avant, dans la localité de Saint-Canziano, un conflit s'est produit entre une patrouille italienne de la Milice et des supposés membres de l'Association secrète « Oriuna » : un Italien a été tué et un autre blessé. Un membre de l'« Oriuna » a été tué également, et il semble qu'il avait transporté en Italie des conspirateurs. On en trouvera des nouvelles dans la « Feuille d'Ordre », que nous donnons plus loin. Les « Oriuna », armés de revolver et de poignards, venaient du territoire italien et voulaient franchir la frontière pour revenir en Yougoslavie.

Le 8 septembre, contre le député fasciste Caggese, se rendant en automobile de Gradisca à Gorizia, un coup de revolver a été tiré, venant d'une autre auto, qui parcourait très rapidement la route en sens inverse. La balle n'a fait que briser quelques carreaux.

Nous renonçons, faute d'espace, à re-

produire tous les incidents du même genre.

En Yougoslavie la Censure — raconte le *Daily Telegraph*, 10 septembre — a défendu à toute la presse de publier la nouvelle des exécutions de Trieste, de peur qu'un mouvement d'indignation populaire ne pût avoir des conséquences fâcheuses. La Légation et le Consulat d'Italie sont particulièrement gardés. Mais à Lubiane la nouvelle put se répandre, et de graves désordres s'ensuivirent, dont la Censure ne permit pas de publier les détails. La police a écarté une tentative d'envahir le Consulat italien. La bagarre a laissé des blessés et des morts.

Le roi Alexandre, à l'occasion de la consigne des drapeaux aux nouveaux régiments, a fait allusion à la nécessité, pour l'armée, « en cette heure si sombre pour la nation », d'être prête à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang.

L'impression éveillée par les exécutions a été énorme, même en Tchécoslovaquie. Tous les journaux demandent que soit levée l'interdiction des meetings de protestation. Plusieurs députés ont annoncé des interpellations au gouvernement.

A Bratislava, une souscription a été ouverte par diverses associations afin d'élever un monument aux condamnés de Trieste.

Parmi les commentaires de la presse européenne, nous choisissons celui du *Manchester Guardian* :

« Les fusillés — dit le grand journal anglais — étaient, de leur aveu, des terroristes; mais ce genre de terroristes, pour leurs opinions libérales, en dépit de la morale formelle, a été toujours entouré de sympathies, et c'est le même genre de terroristes qui ont aidé à la rédemption de l'Italie.

« Même avant le commencement du procès, il était évident que l'opinion s'était émue en leur faveur. Des pétitions et des protestations étaient allées à Genève, dans le vain espoir de sauver la vie de ces jeunes gens; et la rapidité sans pitié de la justice italienne est bien plus un soulagement qu'un donné délibéré à ceux qui aiment la liberté, qu'une revendication honorable de la légalité et de l'ordre. Le délit, pour lequel ces hommes sont morts, est le même délit pour lequel Oberdan, que l'Italie entière honore, mourut il y a 46 ans, dans la même ville; c'est le délit de vouloir audacieusement conquérir une justice, que la tyrannie leur a nié. Les lois fascistes, non seulement leur avaient enlevé, à eux comme Slovènes, toutes les libertés qui sont les plus chères aux hommes, mais une campagne préméditée de dénationalisation et d'oppression les écrasait contre laquelle nulle arme ne leur était laissée, si ce n'est celle que leur oppresseur avait jadis si bien manœuvrée, la haute trahison. Ayant calculé le prix de cette arme, ils ont agi contre le fascisme de la même façon que l'Italie avait agi contre l'Autriche, et le fascisme, semblable à l'Autriche, a voulu qu'ils payassent ce prix.

« Pour ceux qui connaissent l'histoire, c'est là un des aspects les plus instructifs de ce verdict monstrueux. »

## PRENDRE NOTE

Tous nos services sont transférés au Bureau du *Libertaire*, 186, boulevard de la Villette, Paris (19<sup>e</sup>) (dans la cour à gauche, escalier de fer).

Prenez donc note que les lettres, mandats, colis, destinés aux organisations ci-dessous, doivent nous être expédiés à cette nouvelle adresse.

Union Anarchiste-Communiste.

Fédération Parisienne.

Rédaction et Administration du *Libertaire*.

Rédaction et Administration de la « Lotta Anarchica ».

Rédaction et Administration de la « Walka ».

Bien spécifier : X..., au Bureau du « Libertaire ».

Pour les envois d'argent se servir du Chèque Postal : J. Girardin, 1191-93, Paris. — Ne pas oublier d'indiquer la destination de l'argent sur le talon du C. P.

## APPEL à tous les compagnons

Les lecteurs du *Libertaire* savent que j'ai fait, il y a six mois environ, une tournée de propagande dans le Midi et ils en connaissent les résultats.

C'est une expérience que je tentais. Elle m'a rassuré et me voici décidé à la renouveler en l'amplifiant.

Je vais tout d'abord faire quelques conférences à Paris. La première de ces conférences aura lieu le *vendredi 17 octobre*. (Elle est annoncée dans ce numéro et la sera dans le prochain.)

Je partirai ensuite pour la province et je visiterai les villes suivantes : Lyon, Saint-Etienne, Marseille, La Ciotat, Toulon, Nice, La Seyne, Salon, Arles, Nîmes, Alès, Montpellier, Béziers, Narbonne, Perpignan, Toulouse, Agen, Bordeaux, Bayonne, Limoges, Clermont-Ferrand, Thiers, Angers, Tours, Orléans. Je ferai, dans ces 25 villes, une cinquantaine de conférences.

Cela me conduira à avril ou mai 1931.

Nous verrons ensuite. L'ordre dans lequel les localités où je parlerai sont énumérées indiquent l'itinéraire que je suivrai.

Je voyagerai seul et je compte, dans chaque ville, sur le concours indispensable de tous les camarades.

Une correspondance régulière assurera notre entente sur tous les détails d'organisation.

Les bénéfices matériels de cette série de conférences — et j'espère qu'ils seront appréciables — seront attribués à l'*Encyclopédie Anarchiste* en cours de publication; mais je ne réserve d'en distraire une certaine partie au profit des autres œuvres de propagande et de solidarité libertaires.

Tout porte à croire que nous sommes à la veille de graves événements. Il est donc plus que jamais nécessaire d'affirmer, en face de ces éventualités redoutables, la pensée et l'action anarchistes. C'est ce que je me propose de faire et c'est pourquoi je fais appel à l'appui de tous les compagnons.

SEBASTIEN FAURE.

Le *vendredi 17 octobre 1930, à 20 h. 30*, dans la grande salle de la *Maison des Syndicats*, 33, rue de la Grange-aux-Belles, métro : Combat et Lancry.

## Sébastien FAURE

traitera publiquement et contradictoirement ce sujet :

## “LA FOI SE MEURT”

Ce n'est pas seulement la Foi religieuse qui se meurt, mais encore toutes les croyances erronées qui, dans le passé, ont engendré et, de nos jours encore, tendent à perpétuer l'asservissement politique, économique et moral de la multitude ignorante, crédule et lâche :

Culte de la Patrie ;  
Culte du Parlementarisme ;  
Culte de la Propriété ;  
Culte de l'Etat ;  
Culte de la Famille ;  
Culte de la Morale officielle ;  
Bref, tous les cultes f...otent le camp.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

Tel est le vaste et grave problème — plus que jamais d'actualité — que développera notre ami Sébastien FAURE.

Nous faisons appel aux contradicteurs : défenseurs de la Religion, de la Patrie, de la Propriété, de l'Etat, etc.

Les Groupes organisateurs.

Participation aux frais : Trois francs.

NOTA. — Tous les bénéfices de cette conférence seront attribués à l'*Encyclopédie Anarchiste*, ouvrage en cours de publication.

## Les livres

J. CALLÉ :

### Sainte Guillotine

\*\*\*

Je n'avais encore rien lu de Julien Callé, et, vraiment, je le regrette, car avec sa dernière œuvre (1) il se montre un des maîtres de l'humour, en même temps qu'un conteur délicieux.

La préface de Pierre Mac-Orlan, encore à mon avis, parfaitement inutile, car un ouvrage de la force de *Sainte Guillotine* et un auteur de la taille de Julien Callé, n'ont nul besoin qu'on les présente au public. La lecture suffit pour classer et l'auteur et son œuvre.

Car il y a plus que de l'humour, il y a surtout de la vie, de la vie vraie et simple dans ce livre et, pour si abracadabrantes qu'en puissent paraître à première vue les personnages et la trame du roman, il n'y a rien d'extraordinaire dans ce que nous conte Julien Callé et son sens d'observation, d'une grande acuité, démontre de sa



part une connaissance profonde de l'âme humaine.

Certes, peu de romanciers auraient eu l'idée d'aller chercher le sujet d'un roman aux alentours des bois de « justice » et il y a surtout une fin d'aventure qui nous laisse un peu désemparés par son imprévu. Mais toute cette histoire, après tout, ne pourrait bien n'être que le prétexte trouvé d'illustrer ce vieux axiome : « L'accoutumance est une seconde nature ». On doit avouer que quels que soient les moyens employés par l'écrivain pour y arriver, cette illustration est réussie on ne peut mieux.

Ici j'entends un lecteur me dire : « Mais, et l'histoire ? Je voudrais bien savoir de quoi parle ce livre ! »

— Voilà, voilà !  
Pamphile Cadouille a été trouvé vagissant dans ses langes, sous une porte cochère, en plein hiver, par la veuve Moutardet-Barbu. Cette vieille femme gagnait sa vie à poser des ventouses aux gens qui en avaient besoin. C'est ainsi qu'elle allait chaque semaine, chez Alcide Trucidard,

exécuteur des Hautes-œuvres. Lorsque le petit Pamphile eut treize ans il fut placé chez Alcide pour faire son apprentissage. C'est lui qui, à la mort de Trucidard, recueillera la fonction de bourreau du gouvernement. Il passe chez le bourreau une jeunesse monotone, mais apprend avec maîtrise à couper expertement les têtes.

Il note sur un carnet toutes ses impressions, et, un jour (ayant accompli son service militaire, avec réduction de temps, comme étudiant-bourreau), qu'il se promenait sur les bords de la Seine, il voit une femme se noyer. Il sauve la femme, mais il coule après. Pour se rendre plus léger, il abandonne au fleuve tout ce qu'il a dans ses poches.

C'est ainsi que son carnet est trouvé dans la poche d'un homme qui fut ramassé blessé à la suite d'une collision avec un autre individu.

Sur ces entrefaites, Trucidard est trouvé assassiné. On arrête une femme qui avoue être l'auteur du coup de main. Mais le substitut de la ville où eut lieu la collision des deux hommes ramassés blessés sur la route, croit tenir en ces deux individus, les auteurs d'un tas de méfaits. Comme l'un d'eux déclare s'appeler Cadouille et qu'il a été condamné jadis pour avoir assassiné sa femme, le procureur zélé, au cours d'une journée mémorable, rassemble tous les Cadouille de la terre, reconnaît Pamphile, et le convoque à son bureau.

Dans le bureau du procureur, il est mis en présence de l'autre Cadouille, il apprend que c'est son père — celui qui l'a si indignement abandonné vingt-trois ans auparavant sous une porte cochère. Il prend son revolver, il le tire, il tue trois

gendarmes et sort tranquillement du cabinet du procureur.

Trois jours après il est arrêté, emmené à Bobigny-la-Bataille, pour être jugé par la Cour d'Assises de cette ville.

Le lendemain son avocat vient le voir dans sa cellule et lui apprend que dans le *Journal Officiel Illustré* un décret vient d'être publié le nommant bourreau. Pamphile refuse cet honneur et veut payer sa dette.

Seulement, comme il n'y a pas de bourreau, il ne peut être exécuté. Devant cette situation le Parlement s'émue, grâce Cadouille et décrète l'abolition de la peine de mort.

Quand son avocat vient lui annoncer la bonne nouvelle, Cadouille lui répond :

« Et où irais-je demain moi qui n'ai que le métier de couper la tête aux autres, lorsque réintégré mes vêtements de pékin, cette manie d'abolir un châtiment, pourtant populaire puisque tout le monde se rue à son spectacle, aura eu pour effet de rendre vaines les fonctions d'où je tire le gîte et le pain ? »

« Où irais-je ? Mendier des bigorneaux ou croquer des briquettes. »

Et le carnet de souvenirs s'arrête sur ces mots : « Je sais ce qui me reste à faire ! »

Depuis nul ne sait ce qu'est devenu Cadouille.

Mais l'auteur termine en nous affirmant que son livre a été écrit pour éloigner de la carrière de bourreau les enfants que leurs parents jugeaient d'être pour la suite ou les gens que leur sadisme mène à l'affronter.

Je demande, ici, humblement pardon à Callé d'avoir si mal conté la trame de son roman. Mais, après tout, c'est que cette

chronique aura poussé à acheter le livre, goûteront toute la joie de déguster cette histoire d'une manière bien plus intéressante. Quant aux autres, eh bien ! ma foi, ils n'auront qu'à l'acheter à leur tour pour connaître toute la saveur de *Sainte Guillotine*.

C'est le plus grand bien que je leur souhaite.

LOUIS LOREAL.

### LES BROCHURES

M. THEUREAU : *L'objection de Conscience et l'idéal anarchiste*. — La Coopérative d'édition franco-espagnole publie une petite brochure dans laquelle Theureau étudie scrupuleusement les divers cas de l'objection de conscience :

1<sup>o</sup> L'objection de conscience à base légale ;  
2<sup>o</sup> L'objection par système de remplacement ;

3<sup>o</sup> L'objection de conscience intégrale. Cette étude, quoique courte, expose assez bien les multiples aspects de ce mouvement. Une opinion de Sébastien Faure y fait entendre un son de cloche plus vif. Il n'entre pas dans notre pensée de réfuter l'objection de conscience, mais nous pensons qu'avec la forme scientifique de la guerre future, il y a encore quelque moyen plus efficace à chercher.

Cette brochure est très instructive et nous ne pouvons que la recommander aux camarades que dégoûte le militarisme. — L. L.

N. B. — Nous informons nos amis que le service de librairie du *Libertaire* peut leur fournir tous ouvrages dont ils pourraient avoir besoin. Adresser commandes et fonds à Jean Girardin, 186, boulevard de la Villette, Paris (19<sup>e</sup>). Chèque postal : Jean Girardin, 1191-93 Paris.

(1) *Sainte Guillotine* (Ed. du Tambourin), 1 vol. 15 francs.



# DANS LES SYNDICATS

C. G. T.

## CHEZ LES TERRASSIERS DE LA SEINE

Sur le journal « Le Terrassier Unitaire », domestique à tout faire du Parti communiste, on continue à insulter les terrassiers confédérés, notamment dans l'article écrit sur le dernier numéro du mois de septembre, ayant pour titre : « Cynisme des confédérés » et signé : « Un vieux syndiqué ».

Ce vieux militant, trop modeste pour faire connaître son nom et sa personnalité ultra-révolutionnaire — c'est vraiment dommage — tape à tour de bras sur les confédérés ; cela fait quand même plaisir de lire un article d'un vieux syndiqué, qui permet de relever le moral des terrassiers unitaires et de constater qu'il y a des vieux qui ont confiance dans le Syndicat bolchevique.

Mais je crois et je suis certain que c'est plutôt un jeune cellulaire du Parti communiste, d'accord avec le bureau à 200 %, qui a fait insérer cette colonne insultante.

Voyons les reproches qu'ils nous font, ces pures ! C'est d'avoir, après lock-out, lancé un appel aux terrassiers unitaires dégoûtés des aventures dans lesquelles les terrassiers et le bâtiment ont été entraînés : des grèves qui se sont toutes terminées par des échecs. Nous y faisons appel au bon sens des camarades pour qu'ils reviennent au vieux syndicat des terrassiers qui n'est attaché à aucun parti politique et prend ses décisions dans le sein de ses Assemblées.

En oui ! Messieurs les Moscovites, vous avez contre nous de piètres arguments ! Malgré vos bougements, il vous est impossible de dire que nous sommes de briseurs de grèves ; d'indiquer où nous avons travaillé pendant une grève, et pour cause !

Oui, nous nous glorifions d'être restés dans un syndicat indépendant de toute politique, dans lequel tout adhérent a droit d'exprimer son point de vue, sans crainte de se faire insulter.

On sait que dans les mouvements de revendications du prolétariat contre le patronat, la classe ouvrière n'a pas toujours satisfaction, mais quand on est à la tête d'une organisation, il faut compter avec les adhérents et ne pas les prendre pour des têtes de turcs comme le bureau des unitaires l'a fait lors du dernier lock-out.

Pour parler de cette fois, après avoir fait voter les terrassiers dans les chantiers, pour savoir s'ils voulaient la lutte, ces derniers, voyant que le moment n'était pas propice, principalement au Métro où les travaux les plus difficiles étaient terminés, votèrent contre la grève dans une proportion de 90 %. Le bureau qui avait reçu des ordres du Parti communiste, déclencha quand même le mouvement, car la décision des gars des chantiers faisait pas leur affaire.

A part ça, c'est nous « les démolisseurs de syndicat ».

Il faut aller dans leurs réunions voir la foule qu'il y a à l'heure actuelle, ou se procurer le journal « Le Terrassier » pour lire le compte rendu financier qui permet de constater le déficit. Cela fait voir l'état d'esprit des camarades qui sont dégoûtés et qui, ne payant plus leurs cotisations, restent en dehors des organisations.

Ils peuvent critiquer notre vieille organisation, je ferais remarquer que l'argent des cotisations n'a pas été gaspillé, ni utilisé à renforcer un journal politique.

Si, avant la scission, il y a eu quelques propagandistes ou secrétaires qui se sont laissés aller à dire à la tribune des mots qui ne sont pas tout à fait corrects, toi, qui prétends être un vieux syndiqué, tu dois savoir que le parler des vieux terrassiers n'était pas des plus polis, mais ce n'était pas dit méchamment ; d'ailleurs les terrassiers en

riaient. Mais vous, les farouches révolutionnaires qui voulez transformer la société à votre image, c'est le fiel et la calomnie que vous déversez sur tous ceux qui ne veulent pas être enrégimentés dans vos bataillons bolcheviques ou qui osent élever une timide protestation et c'est tout juste s'il n'y a pas un tribunal pour les exécuter comme cela se passe au pays de la Cocagne (rouge).

Autonomes, confédérés, minoritaires, anarchistes, en un mot, tous ceux qui ont un idéal révolutionnaire autre que le vôtre sont, à votre avis, des jaunes, des flics, des alliés des capitalistes.

Nous, Syndicat des Terrassiers, sans vouloir vous faire une peine, si légère soit-elle, nous nous refusons à être complice des politiciens sans aveux qui préchent aux jeunes conscrits d'aller au régiment pour prendre des galons et commander leurs semblables, ou d'aller à la caserne chanter « l'Internationale » pour leur faire attraper trois ou cinq ans de prison, alors que quelques leaders du parti et de la C. G. T. U. iront tranquillement accomplir leur période militaire sans avoir aucune punition pour fait antimilitariste.

Nous ne voulons pas non plus un régime comme celui qui existe au pays des soviets ou la pensée de l'homme est opprimée plus que sous le joug de l'inquisition du moyen âge, dans ce pays de dictature rouge où le camarade qui veut élever la voix contre une injustice, est envoyé pourrir dans une geôle quand il n'est pas passé par les armes.

Nous voulons lutter contre toute armée, qu'elle soit blanche, rouge ou tricolore, car, tant qu'il y aura des soldats pour défendre des privilèges d'un régime, la guerre existera ainsi que les tueries et tout le prolétariat en fera les frais.

Nous voulons avoir notre complète autonomie dans le sein de notre organisation, sans être à la merci de qui que ce soit. Nous voulons notre indépendance syndicale et nous ne voulons pas faire de propagande pour n'importe quel politicien qui se sert de la classe ouvrière pour avoir un siège au Palais-Bourbon.

C'est par la cohésion des travailleurs dans les organisations syndicales indépendantes de tous partis politiques qu'on arrivera à supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

CATUGIER.

C. G. T. S. R.

Argenteuil. — Réunion dimanche 12 octobre, à 9 h. 30, Maison du Peuple.

## Dans le S. U. B.

**Oimontiers, Maçons d'Art et Aides.** — Réunion de la Section le dimanche 12 octobre, à 9 heures du matin, petite salle des grèves, Bourse du Travail. Tous les camarades sont instamment priés d'assister à cette Assemblée. D'importantes décisions étant à prendre, la présence de tous est indispensable.

**Serruriers.** — Le 14 octobre, à 18 heures, réunion de la Section, salle de Commission, deuxième étage.

**Peintres.** — Mercredi 15 octobre, à 18 heures, réunion corporative, salle de Commission, deuxième étage.

**Assemblée générale du S. U. B.** — Camarades n'oubliez pas de réserver votre soirée du jeudi 16 octobre pour assister en grand nombre à notre Assemblée qui aura lieu salle Bondy.

Le rapport moral et financier de la Fédération étant à l'ordre du jour, tous les copains se feront un devoir d'y assister.

ments on peut tout tirer, même une règle de conduite, même une morale...

Je ne suis pas curieux — mais je ne serais pas fâché d'assister à cette extraction. Je crois, d'ailleurs, que je rendrai le dernier soupir avant d'avoir assisté à ce spectacle.

Ce dont il s'agit, en effet, ce n'est pas de rédiger au nom de la Science, comme les autres au nom de la Foi, une série de préceptes moraux, ne reposant sur rien que sur le bon plaisir ou les habitudes d'esprit de leurs rédacteurs ; c'est de déduire logiquement et irréfutablement les préceptes de principes contestés et incontestables. Or, c'est là ce que toutes les sciences, toutes les chimies, toutes les physiques et toutes les algèbres du monde ne feront jamais.

Quand un géomètre a énoncé un théorème, si je le prie de me le démontrer, il prend un bout de craie, griffonne sur un tableau noir des lignes, des lettres, des chiffres — et il me le démontre. Mais je mets au défi le plus renommé des membres de l'Académie des Sciences de me démontrer scientifiquement que, si la femme d'un mien ami m'invite à commettre avec elle le plus doux des péchés, « je dois » la jousser avec horreur et lui laisser (tel Joseph) mon veston entre les mains.

Que si l'on veut faire découler la morale uniquement de l'observation, de l'étude des phénomènes, de la formation et du développement des espèces, à quoi arriverait-on ? Au *struggle for life* et à la proclamation du droit du plus fort. L'homme, en ce siècle, qui, entre tous, a pratiqué le plus rigoureusement la morale scientifique, la morale des faits, n'est-ce pas cet implacable Chancelier de fer qui, pour arriver à son but, a fait ruisseler le sang comme une mer ? N'est-ce pas le peu sentimental personnage qui a dit : « La force prime le droit » ? Expression sans doute atténuée de sa pensée, laquelle devait être celle-ci : il n'y a qu'un seul droit : la force.

Mais cette morale-là est terriblement immorale. L'humanité en voudrait une autre, une plus pure, plus éthérée et qui saurait — car c'est là le grand point — satisfaire ses aversions et ses sympathies, ses blâmes et ses éloges instinctifs. Pour l'obtenir, elle s'adresse alternativement à la Religion, à la Science... Ni l'une ni l'autre n'en peuvent mais, et cette pauvre humanité ne sait plus à quel saint se vouer.

L. de C.

## LA PRESSE PÉRIODIQUE

**Germinal.** — Journal du Peuple, Libertaire, hebdomadaire, 0,25.

**Le Flambeau.** — Organe mensuel d'éducation de Libre-Pensée, Brest, 0,30.

**La Voix Libertaire.** — Organe des fédéralistes-anarchistes, hebdomadaire, Limoges, 0,50.

**Le Combat Syndicaliste.** — Organe de la C. G. T. S. R. Paris, 0,50.

**Le Semeur.** — Organe de culture individuelle, hebdomadaire, Falaise, 0,50.

**L'En dehors.** — Bi-mensuel, Orléans, 0,50.

**L'Idée Libre.** — Revue mensuelle de culture individuelle, 1,50.

**La Revue Anarchiste.** — Mensuelle, 2,50.

**Le Réveil Anarchiste** de Genève. — Bi-mensuel, édition française et italienne.

**La Lotta Anarchica.** — Organe du Groupe A. C. adhérent à l'U. A. I., édité à Paris, 0,50.

**Studi Sociali.** — Revue mensuelle de Libre Examen, éditée à Montevideo, 0,50.

**Der Freie Arbeiter.** — Organe de la Fédération des anarchistes-communistes de langue allemande, éditée à Berlin, 0,50.

**L'Adunata des Refrattari.** — Hebdomadaire, New-York, 0,50.

Tous ces journaux, revues sont en dépôt au bureau du « Libertaire ».

## A NOS CAMARADES DES ORGANISATIONS SYNDICALES, DES GROUPES ANARCHISTES ET AUX ORGANISATIONS SYMPATHISANTES.

La copie pour « Le Libertaire » doit nous parvenir au plus tard mardi midi, au Bureau du « Libertaire », 136, boulevard de la Villette, Paris (19°).

## L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le 32<sup>e</sup> fascicule (page 1439 à page 1536 inclus) de cet important ouvrage vient de paraître.

Nous en publierons le sommaire la semaine prochaine et nous dirons quelques mots des fortes et belles études qu'il contient.

S. F.

**Notes administratives.** — Nous organisons, au profit de l'E. A., une grande tombola : 10.000 billets à un franc et 200 lots (soit : 1 lot par 50 billets).

A tous nos abonnés, nous avons envoyé un carnet de 20 billets à placer dans leur encadrement ou à prendre à leur compte. Nous les prions de hâter le placement de ces billets, afin que le tirage de cette tombola ne se fasse pas trop attendre.

Nous demandons, en outre, à tous nos amis de nous envoyer des lots : on a toujours chez soi un objet d'utilité ou un objet d'agrément dont on peut disposer sans se gêner.

Nous avons déjà de beaux lots. Sous peu, nous en publierons la liste.

Inutile d'envoyer les lots. Il suffit de nous en indiquer la nature et la valeur approximative. Le tirage fait, nous signalerons au donateur le nom et l'adresse du gagnant.

Cela évitera un transport onéreux.

Comme pour tout ce qui intéresse l'E. A., s'adresser pour tout ce qui touche à cette grande tombola, à Sébastien Faure, 55, rue Pixérécourt, Paris (20<sup>e</sup>). Chèque postal Paris, 733.91.

Pour assurer la vitalité de notre organe

## LE LIBERTAIRE

nous avons réédité des

Garnets d'abonnements

et des listes de souscription

# LA VIE DE L'UNION

Réunion de la Commission Administrative. — Mardi 14 octobre, à 21 heures

## PARIS-BANLIEUE

### FÉDÉRATION PARISIENNE

#### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 4 OCTOBRE

Un grand nombre de camarades répondirent à l'appel paru dans le Libertaire, s'engageant sur les et de suite la discussion et de suite la discussion s'engagea sur les majorités à conquérir cette assemblée générale.

Ce fut dans une atmosphère animée que les thèses se confrontèrent. Les camarades de la majorité reprochèrent au bureau actuel de la Fédération de ne pas être en accord avec les décisions prises au Congrès de Paris. La minorité semble, en tous les cas, se faire un malin plaisir de combattre et d'essayer de discréditer tout ce que fait l'U. A. C. R. Dans son bulletin, elle ne fait qu'une œuvre d'insinuation, de discrédit. D'autre part, les militants en vue de la minorité, alors qu'ils ont cessé toute aide au Libertaire, soutiennent financièrement le Cri du Peuple, journal des hommes qui sont responsables, dans une large mesure, des assassinats du 11 janvier.

Aussi les camarades de la majorité parisienne, veulent-ils que le bureau soit le reflet de la pensée du grand nombre des adhérents et qu'il travaille désormais à l'application des décisions du Congrès ?

Les minoritaires ne se cachent pas d'aider le Cri du Peuple et d'œuvrer pour ce qu'ils appellent le « redressement » du mouvement anarchiste.

Devant l'attitude des membres de la minorité, qui montre que la divergence théorique et doctrinale est beaucoup plus profonde qu'elle n'apparaissait jusqu'alors, les camarades de la majorité présentèrent un ordre du jour très net — auquel le groupe du XIII<sup>e</sup> en opposa un autre :

#### Ordre du jour de la minorité :

Les groupes du XIII<sup>e</sup> et d'Antony, constatant l'état défectueux de nos œuvres, qu'aggravent encore les luttes de tendances actuelles ;

Décident, dans l'intérêt supérieur de la propagande anarchiste, qu'il est de toute urgence d'atténuer ou même de supprimer toutes ces luttes intestines au sein de l'U. A. C. R. ;

En accord avec les décisions du dernier Congrès, demandent que les discussions ne puissent reprendre que trois mois avant le Congrès prochain ;

Demandent à la minorité de reprendre sa collaboration au journal et qu'en parfaite entente elle travaille au développement de la propagande anarchiste.

#### Ordre du jour adopté

##### par l'Assemblée générale

L'Assemblée générale de la Fédération parisienne,

Constatant que les divergences doctrinales qui séparent la majorité fidèle aux décisions de Paris de la minorité sont en forme d'opposition ;

Que les principes mis en avant par la majorité vont à l'encontre de l'unité tracée par le Congrès de Paris 1930, qui veut réaliser l'unité anarchiste-communiste ;

Considérant que la seule aide financière de la minorité va au Cri du Peuple, organe des responsables de l'assassinat de Clos et de Poncel ;

Que les seuls efforts de propagande faits par la minorité n'ont eu pour but que de discréditer et de discréditer l'action de l'U. A. C. R. ;

Décide ne plus en avoir de commun avec la minorité et de renouveler entièrement le bureau de la Fédération, en nommant des camarades décidés à faire triom-

pher les décisions contenues dans le manifeste adopté par l'U. A. C. R. au dernier Congrès de Paris.

Par suite d'incidents très violents qui se produisirent, il ne fut pas possible de clôturer la réunion.

Cependant, le nouveau bureau ayant été nommé au cours d'une précédente Assemblée, nous prions désormais les camarades d'adresser tout ce qui concerne la Fédération pour le Secrétariat : à T. Hermann, du Groupe du 11<sup>e</sup> Arrondissement, 16, boulevard de la Villette (19<sup>e</sup>) et pour la Trésorerie à Boisson, du Groupe de Bezons, même adresse.

Le Comité d'initiative.

\*\*\*

**Groupe des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> Arrondissements.** — Réunion de tous les camarades le mercredi 15 octobre, à 20 h. 30, au 170, du Faubourg Saint-Antoine.

Compte rendu financier. Divers.

**Groupe Régional de Bezons.** — Réunion du Groupe samedi 11 octobre, Café de l'Abbaye, à Carrières-sur-Seine.

**Groupe de Clichy.** — Vendredi 10 octobre pas de réunion. Tous présents au meeting Berneri, salle des Sociétés Savantes.

**Groupe de Livry-Gargan.** — Réunion le samedi 18 octobre, à 21 heures, chez Coulon, 11, rue de Paris, à Livry. Après le repos que le Groupe vient de prendre, on peut espérer qu'il va retrouver sa vigueur pour, de nouveau, intensifier sa propagande. Aussi la discussion sera sérieuse, sujet pour cette réunion.

La guerre et son nouvel aspect : Notre attitude dans la guerre prochaine : Réfractaire inactive ou action antiguerriste.

Vu le sujet, nous espérons, qu'intéressant tous les compagnons, ceux-ci seront tous présents.

**Saint-Denis.** — Un Groupe étant en formation à Saint-Denis, les camarades désireux d'y adhérer sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Baudon Armand, 17, boulevard Jules-Guesde.

**Ermont.** — Les camarades de la région du Gros-Noyer, Saint-Prix, Saint-Leu, Eauboune et Ermont, qui désirent collaborer à la formation d'un Groupe Anarchiste-Communiste, peuvent s'adresser à : Kroune, 60, rue Saint-Leu, à Ermont (Seine-et-Oise).

## PROVINCE

**Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Henri.** — Les camarades du Groupe sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu mardi 7 octobre, heure et lieu habituels.

Ordre du jour : Propagande régionale ; Bibliothèque ; Entraide et solidarité ; Question Fédération régionale.

Présence des camarades indispensable.

Le Secrétaire : P. Coussinier.

**Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse.** — Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Groupe d'achats en commun. Répartition des denrées tous les dimanches matin.

**Librairie.** — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg.

**Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans.** — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

**Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne.** — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

**Brest.** — Les libertaires, les lecteurs du « Libertaire » sont invités cordialement à la réunion du groupe qui aura lieu le vendredi Maison du Peuple.

Des questions très importantes intéressant la propagande générale seront discutées. Le compte sur tous. La besogne ne manquera pas.

Le secrétaire du groupe : A. LE LANN.

# Morales diverses

Les hommes tiennent à avoir une morale. Il leur en faut une, établie sur des bases sérieuses. A considérer la façon dont ils se conduisent d'ordinaire, on se demande pourquoi ce désir est si fort ancré dans leurs âmes. N'est-ce pas, dans presque toutes leurs actions, l'intérêt personnel qui les guide ? Dès lors on ne voit pas trop pourquoi ils réclament si énergiquement une règle morale. C'est sans doute à titre d'objet de luxe. A moins qu'il n'y ait chez chacun de nous l'idée secrète et inavouée d'imposer à autrui des obligations auxquelles il se promet de se soustraire pour son propre compte. La morale, c'est ce qui indique le devoir — aux autres.

Toujours est-il qu'une morale, solide, à l'usage, d'un joloi porter, joignant la commodité à l'élegance et garantie bon teint, est un objet très demandé sur place. Aussi est-ce à qui nous en procurera une. Mystiques et savants se disputent la fourniture de cet article et se donnent mutuellement les qualités voulues pour sa fabrication.

La religion seule, disent les mystiques, est capable d'édicter des préceptes de morale et de les imposer au nom du principe supérieur qu'elle représente. Elle seule a l'autorité nécessaire pour contraindre les hommes à admettre ses enseignements et à s'y soumettre — dans la mesure du possible : car la chair est faible. Avec l'Eglise, le salut n'est pas certain, mais, hors d'elle, il est certain qu'il n'y a pas de salut à espérer. Elle seule peut arriver à réfréner les instincts mauvais de l'homme, à en arrêter le débordement, à les contenir dans de justes limites. Elle seule peut formuler une morale.

Ne discutons pas. A ceux qui s'expriment ainsi, accordons qu'ils ont raison. Ce qui enlève à leurs assertions toute portée, le voici : c'est que, pour conformer ses actes aux préceptes édictés par une religion, encore faut-il commencer par croire à cette religion. Or, la foi ne se commande point. On l'a ou on ne l'a plus. Quelle est la religion qui a conservé son prestige, son autorité, son pouvoir ? Ceux même qui se livrent aux pratiques extérieures de telle ou telle religion, pour la plupart ne le font plus que par atavisme, tradition, habitude, routine, sont, au fond, des indifférents. Il n'y a, disaient jadis, que la foi qui sauve, aujourd'hui, il y a surtout la foi qui se sauve. En sorte que les morales basées sur les croyances et les convictions religieuses ont contre elles ceci de fâcheux qu'elles ne rencontrent point d'âmes croyantes et convaincues, seul terrain où elles puissent s'implanter et prendre racine.

N'importe ! répondent les mystiques. Comme il ne peut y avoir de morales véritables et efficaces que celles émanées des croyances religieuses, il faut rendre à ces

croyances leur vigueur. Il faut ressusciter la foi dans les âmes, sinon les âmes sont perdues. Car, si la foi disparaît définitivement, qui la remplacera ? qui en tiendra lieu ? Qui servira de guide à l'homme qui chancelle et qui cherche à tâtons sa route vers le bien ? La Science ? Allons donc ! Elle est impuissante à promouvoir une règle de conduite, à élever le niveau moral de l'humanité, à améliorer les conditions de la vie. Elle nous avait leurrés de magnifiques promesses ; elle ne les a pas tenues. Et nous en sommes réduits à constater sa banqueroute !

Il y a, dans ces reproches, une manifeste exagération et, dans les critiques adressées à la Science en général, par un grand S, un singulier abus de langage.

Qu'entend-on par ce mot : la Science ? Il faudrait commencer par le définir. Pour pouvoir dire justement que « la Science » a fait banqueroute et failli à ses engagements, il faudrait que ce fût une personne et qu'elle nous eût fait des promesses. Il n'en est rien, comme on sait. En réalité, la Science n'existe pas. Ce qui existe, ce sont les savants, — et la Science n'est pas autre chose que l'ensemble de leurs travaux et de leurs découvertes.

Mais le but de leurs études est de rechercher les propriétés des corps, la constitution des êtres et des choses, les lois qui régissent l'univers : il n'est point du tout d'édicter des prescriptions morales. La preuve en est que, si les savants sont d'accord sur les lois physiques, chimiques, mathématiques, en matière de morale ils ont des opinions très diverses, suivant leur éducation, la tournure de leur esprit, la nature de leurs labours et les menus incidents de leur existence : car, qui peut dire les innombrables influences que nous subissons et de combien de causes nos convictions sont les effets ?

Il ne faut pas demander à la Science, je veux dire aux savants, autre chose que ce qu'ils peuvent et doivent nous donner. Ils doivent nous instruire, étendre le champ de l'activité humaine, élever notre niveau intellectuel. Mais il est souverainement injuste de les blâmer de ce qu'ils ne réussissent point à nous améliorer et à nous éclairer sur nos devoirs : car cela n'est point leur affaire et ne les regarde nullement.

Cependant les admirateurs de la Science n'entendent point de cette oreille et ne veulent pas convenir d'une vérité si évidente. Au lieu de se maintenir sur un terrain où ils seraient inépuisables, celui de la vérité scientifique et du progrès de nos connaissances, ils veulent faire de la Science la souveraine, non pas seulement des intelligences, mais aussi des consciences. Ils prétendent que de ses enseigne-

Dépenses : Versé ou expédié à Guillot et frs, 906 fr. 45 ; à Ribeyron, 200 fr. ; à Delobel, 606 fr. 40 ; à Ghislain, 606 fr. 20 ; à Damarg, 114 fr. 50 ; à Bauer, 1.050 ; à Morin, 101 fr. 75 ; Expulés, 200 fr. ; Coutiers, 100 fr. ; Ivan, 200 fr. ; Salut, 15 fr. Total, 515 francs.

Correspondance, communiqués, convocations : 26 fr. 50.

Total des dépenses : 4.126 fr. 95.

Balance : Avoir total, 6.691 fr. 35.

Dépenses, 4.126 fr. 95.

Reste en caisse, 2.564 fr. 40.

Le trésorier : Charbonneau.

La Commission de Contrôle : Demeure (C. G. T. S. R.) ; Pinçon (C.G.T.).

## Communications Diverses

**Langue Internationale « Ido ».** — Les camarades désireux d'apprendre l'« Ido » sont informés que le cours de la Bourse du Travail de Paris recommencera le jeudi 16 octobre, salle A, des cours professionnels, et se continuera tous les jeudis, à la même heure, c'est-à-dire, de 8 h. 30 à 10 heures du soir.

Pour le cours gratuit par correspondance, écrire au camarade Papillon, 52, rue Petit, Paris (19<sup>e</sup>).

## POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

### Souscription du 25 au 30 septembre

Guilhon, 5 fr. ; N'importe, 20 fr. ; G. Reuille, 3 fr. ; Giona, 25 fr. ; Ferrari, 25 fr. ; Copetta, 10 fr. ; Lazzani, 10 fr. ; Paternoster, 10 fr. ; Delphine Thout, 10 fr. ; A. Ravenault, 10 fr. ; Mornet, 10 fr. ; Bachelier, 3 fr. ; Perron, 5 fr. ; Solé, 5 fr. ; Cravereau, 3 fr. ; Pinçon, 5 fr. ; Pauline, 5 fr. ; Hodot, 10 fr. ; Paad, 3 fr. ; Mignot, 5 fr. ; G. Goujon, 10 fr. ; Murgia, 5 fr. ; Debière, 5 fr.

Total, 191 francs.

### PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade de Paris qui a payé 100 fr. vendus par semaine est invité à donner son